



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE N° VI-AR-2026-026

OBJET : Stationnement interdit ou déclaré gênant.

Lieu

Rue Damoise,
91150 Etampes

Permissionnaire

CIRCET CAB4280
TSA 70011
Chez SOGELINK
69134 Dardilly cedex

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU la demande formulée en date du 8 décembre 2025 par laquelle le permissionnaire ci-dessus doit entreprendre des travaux sur le réseau aérien ou souterrain ou branchement (hors télécom) et des travaux de linéaire d'artère souterraines (travaux télécom), Rue Damoise aux droits des n° 5 Bis et n°3, à Etampes.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération, de réglementer le stationnement dans la rue visée en objet du 12 au 30 janvier 2026 de 8 heures à 17 heures.

ARRETE

ARTICLE 1 : Durant la période susmentionnée, le stationnement sera interdit et déclaré gênant, dans la rue visée en objet.

ARTICLE 2 : Durant la période susmentionnée, le stationnement sera autorisé, à la société CIRCET CAB4280, dans la rue visée en objet.

ARTICLE 3 : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlementations en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au Permissionnaire ;
- A Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;

Fait à Etampes, le 6 janvier 2026

Par Délégation du Maire,

Jean-Michel JOSSO

Adjoint au Maire

En charge de la Voirie

Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le : 12 JAN. 2026

